

Une équipe de spécialistes japonais visitent le site d'un glissement de terrain pour recueillir des informations directement auprès des résidents locaux.



Les leçons tirées du Japon pour un Sri Lanka plus sûr

Le Sri Lanka fait face à des menaces continues de catastrophes naturelles, notamment des inondations, des glissements de terrain et des sécheresses. Le pays entier travaille à l'élaboration d'un plan de prévention des catastrophes pour protéger la nation et établir une société plus sûre. Le Japon utilise son expérience et les leçons tirées de ses propres inondations et sécheresses pour aider à faire du Sri Lanka un pays plus sûr.

RÉPONSE LENTE AUX INONDATIONS ET GLISSEMENTS DE TERRAIN PLUS D'UN MILLION DE VICTIMES

Le Sri Lanka, anciennement « Ceylan », est un pays insulaire peuplé de plus de 20 millions d'habitants. Au nord se trouve une plaine côtière tandis que les régions du centre et du sud sont montagneuses. Les climats sont complètement différents : le nord est sec et le sud est humide. Les milieux de vie sont également variés. L'agriculture dépend de la saison des pluies, qui a lieu une fois par an, et des réservoirs dans le nord, tandis que le sud pratique la double culture grâce à l'abondance des précipitations. Les catastrophes naturelles de l'île – inondations, glissements de terrain et sécheresses – re-

flètent aussi ces caractéristiques.

Les catastrophes les plus fréquentes, et qui touchent le plus grand nombre de personnes, sont les inondations et les glissements de terrain. Parmi toutes les catastrophes survenues au cours des 10 dernières années, on compte 37 % d'inondations tandis que 35 % des décès et des disparitions sont dus à des glissements de terrain causés par les pluies. L'ampleur des dommages dus aux inondations, qui touchent fréquemment les zones urbaines, augmente chaque année. Simultanément, les glissements de terrain, qui se produisent davantage dans les zones rurales, prennent de nombreuses vies humaines.

Les inondations se sont multipliées ces dernières années. En décembre 2014, on comptait 31 morts ou disparus, avec 1,03 million de personnes affectées globalement ; en mai 2016, 217 personnes ont été tuées ou portées disparues, et 460 000 personnes ont été touchées ; et en 2017, il y a eu 290 morts ou disparus, et 600 000 personnes affectées. Bien que conscient des risques, le gouvernement du Sri Lanka n'a pris des mesures qu'après les catastrophes. Le Conseil national de gestion des catastrophes et la loi sur la gestion des catastrophes ont vu le jour après le séisme de 2004 à Sumatra qui a tué 220 000 personnes en Asie, notamment au Sri Lanka. Cependant, l'instauration d'une culture de RRC n'est pas encore acquise.

Le Japon a fourni divers types d'aide lorsque le Sri Lanka a été frappé. En réponse aux dégâts causés par les fortes pluies qui ont duré deux mois en avril et en mai 2017, le Japon a fourni du matériel de secours et envoyé une équipe d'experts du Secours d'urgence du Japon pour mener une étude. Sur la base des résultats de cette étude, le Japon a fait des sugges-



Vue aérienne de la zone touchée par l'inondation en mai 2016. L'eau couvre une partie de la route.

tions au gouvernement sri-lankais et aux organisations administratives, y compris au Bureau exécutif du président, concernant les mesures à court, moyen et long terme. Takayuki Nagai, expert de la JICA et conseiller en RRC au Sri Lanka, a déclaré : « Une coopération complète, comprenant des hélicoptères des forces aériennes, a été fournie pour l'étude ».

INITIATIVE AVEC UNE PERSPECTIVE À LONG TERME POUR RENDRE LA NATION PLUS SÛRE

Comme le Sri Lanka, le Japon a également subi des dommages dus aux inondations causées par les typhons. La JICA a décidé de s'appuyer sur l'expérience accumulée par le Japon en matière de RRC pour essayer de réduire l'impact des catastrophes au Sri Lanka et rendre le pays plus sûr. Pour ce faire, la JICA a contribué à l'élaboration d'une initiative nationale pour la RRC intitulée « Feuille de route pour la réduction des risques de catastrophe » afin de proposer des mesures que le Sri Lanka devrait prendre.

L'initiative a été motivée par les fortes pluies de mai 2016 qui ont provoqué des inondations et des glissements de terrain. Le Japon a également fourni des secours d'urgence pour cette catastrophe et, à la suite de discussions avec le ministre et les responsables gouvernementaux chargés de la RRC, toutes les parties prenantes ont compris l'importance du financement de la prévention des catastrophes, de l'élaboration de politiques à moyen et long terme, et de l'intégration de la RRC. Une priorité particulière a été accordée au concept « Reconstruire mieux ». Le gouvernement sri-lankais a été très motivé par la philosophie consistant à rebâtir une communauté plus sûre et plus résistante aux catastrophes plutôt que de reconstruire comme avant. L'idée de soutenir le développement social est à l'origine de la mise en place d'un plan spécifique.

Outre les membres et consultants de la JICA, l'ambassadeur Kenichi Suganuma, représentant du Japon à la conférence mondiale des Nations unies sur la réduction des risques de catastrophe à Sendai en 2015, a participé à l'élaboration de la feuille de route. Du côté sri-lankais, un groupe diversifié de personnes a participé au projet, notamment des spécialistes de la gestion des catastrophes, des responsables nationaux de l'aménagement du territoire du ministère de l'Irrigation et des ressources hydrauliques et des membres du département de la planification nationale.

Nagai, expert de la JICA, confie : « Pour continuer à progresser et maintenir la croissance économique au Sri Lanka, où les catastrophes naturelles se produisent fréquemment, il est nécessaire de réduire les risques de catastrophe dans tous les secteurs ». Selon lui, la philosophie basée sur l'idée de « Reconstruire mieux » semble être un peu mieux adoptée par les Sri-Lankais à chaque conférence. L'approche de prévention des nouveaux risques suit les lignes directrices énoncées dans le cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. Il s'agit notamment d'investir activement dans le secteur de la RRC, afin de réduire les dommages, de rechercher les risques dans chaque domaine, et d'empêcher la construction de résidences et de bâtiments industriels dans les zones inondables. Ces concepts épousent l'idée selon laquelle les investissements dans la RRC ont des effets positifs et ils s'inscrivent tous dans la feuille de route pour la RRC qui intègre les objectifs de promotion d'un plan de RRC dans les zones sujettes aux inondations, aux glissements de terrain et aux sécheresses ; la construction d'un système d'alerte précoce ; et une gestion des ressources hydriques qui associe la RRC et l'utilisation de l'eau. Le plan de RRC vise à élaborer un plan d'approvisionnement en eau à grande échelle pour chaque bassin fluvial ; à promouvoir l'utilisation des terres à grande échelle et l'amélioration des infrastructures au niveau du pays et des provinces ; et à prendre en compte les risques au niveau municipal. Le but ultime est de créer une société multilatéralement résistante aux catastrophes.

En se basant sur la feuille de route pour la RRC, le Japon envisage de continuer à soutenir le Sri Lanka à moyen et long terme. Le gouvernement sri-lankais lui-même a l'intention d'intégrer les recommandations de la feuille de route dans le plan quinquennal national de RRC couvrant la période de 2018 à 2023. Des organisations internationales, y compris la Banque mondiale, manifestent également de l'intérêt pour la feuille de route, et de nombreuses demandes internationales ont sollicité l'expérience et le savoir-faire du Japon dans le domaine de la RRC. « Je pense que le système de RRC du Sri Lanka s'améliore progressivement, en partie grâce à l'aide du Japon », affirme Nagai. « Alors que la population sri-lankaise elle-même se montre très sensible à la RRC, nous devrions assister à un renforcement du système ».

Nagai se concentre actuellement sur la sensibilisation aux catastrophes et la participation active du grand public, et non plus simplement sur celle du gouvernement. Selon lui : « Les phénomènes naturels varient selon les régions et il est impossible de discuter de ces questions d'une manière générale ». « Ce qui compte à la fin, c'est le pouvoir des résidents locaux », explique-t-il. L'établissement d'une culture de la RRC et la construction d'un pays résilient face aux catastrophes sont des étapes essentielles pour assurer la prospérité du Sri Lanka.



Les inondations et les glissements de terrain imposent un lourd tribut économique et humain au Sri Lanka. Les catastrophes se produisent en raison de l'abondance des précipitations.



Lorsque Nagai a été envoyé au Sri Lanka en juillet 2017, le ministre Yapa en personne a organisé une réunion pour discuter du soutien technique.